

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 2007 — 4437

[C - 2007/29355]

26 SEPTEMBRE 2007. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française déterminant le plan de formation relatif au volet commun à l'ensemble des réseaux de la formation des directeurs

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 2 février 2007 fixant le statut des directeurs, notamment son article 17 § 2;

Vu la proposition formulée par l'Institut de la formation en cours de carrière,

Vu le protocole de négociation du comité de secteur IX, du Comité des services publics provinciaux et locaux – section II et du Comité de négociation pour les statuts des personnels de l'enseignement libre subventionné du 6 juillet 2007,

Vu le protocole de concertation du comité de concertation entre le Gouvernement de la Communauté française et les organes de représentation et de coordination des pouvoirs organisateurs de l'enseignement et des centres P.M.S. subventionnés reconnus par le Gouvernement du 9 juillet 2007,

Vu l'avis n° 43.463/2/V du Conseil d'Etat donné le 21 août 2007 en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1° des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur proposition de la Ministre-Présidente chargée de l'Enseignement obligatoire et de Promotion sociale;

Vu la délibération du Gouvernement de la Communauté française du 26 septembre 2007,

Arrête :

Article 1^{er}. Le plan de formation relatif à l'axe relationnel du volet commun à l'ensemble des réseaux est établi comme suit :

1. Objectif général :

Pour l'accomplissement des missions relevant de l'axe relationnel, la formation du directeur vise à développer chez ce dernier des aptitudes qui lui permettront d'assurer la gestion et la coordination de l'équipe pédagogique, d'assumer la responsabilité des relations de l'établissement scolaire avec les élèves/étudiants, les parents et les tiers et de représenter son établissement dans le cadre de ses relations extérieures.

2. Compétences à acquérir :

La formation développera la capacité :

* A prendre conscience des changements amenés par sa nouvelle identité professionnelle par rapport à ses propres aptitudes et compétences relationnelles;

* A exercer et à analyser les aptitudes et les compétences relationnelles déployées dans des mises en situation concrète de la vie professionnelle du directeur et plus précisément dans

- des situations de gestion et de coordination d'une équipe éducative;
- des situations d'information, de communication et de dialogue avec l'ensemble des acteurs du monde scolaire;
- des situations de prévention et de gestion de conflit;
- des situations de représentation de son établissement dans le cadre de relations extérieures.

* A percevoir ses forces et ses faiblesses dans chacune de ces situations et à en déduire son projet de formation en cours de carrière;

3. Contenu :

3.1. Par rapport au volet relatif à la « Communication interne et externe », la formation abordera prioritairement les domaines suivants :

- Les différents modes de communication et d'information du directeur dans le contexte scolaire;
- Les règles de déontologie, d'éthique et de secret professionnel dans les différents domaines de la vie professionnelle du directeur;
- Les techniques (outils) et habiletés favorisant, dans le respect des modalités de communication définies par le projet d'établissement, une communication efficace et l'établissement de relations positives avec et entre les membres de l'équipe éducative, avec et entre les élèves/étudiants (notamment en fonction de leur âge), avec les parents, avec les partenaires du monde extérieur;
- Les techniques (outils) permettant de développer la capacité à prendre la parole en public de manière pertinente et efficace.

3.2. Par rapport au volet relatif à la « Conduite et motivation des groupes », la formation abordera prioritairement les domaines suivants :

- Les principaux mécanismes de la dynamique et de la motivation de groupes;
- Les modes de prise de décision;
- Les techniques (outils) d'animation et de gestion de groupes dans les différentes situations de la profession du directeur;
- Les techniques (outils) et habiletés favorisant l'émergence de projets individuels ou collectifs et la prise de décision collective;
- Les techniques (outils) et habiletés favorisant l'esprit d'équipe et la mobilisation des membres du personnel autour de projets (interdisciplinaires notamment).

3.3. Par rapport au volet relatif aux « Aptitudes personnelles liées à la gestion des ressources humaines », la formation abordera prioritairement les domaines suivants :

- Le rôle de la confiance en soi dans le cadre de la vie professionnelle du directeur;
- Les implications personnelles liées à l'exercice de la responsabilité de la gestion des ressources humaines d'un établissement scolaire;
- Les techniques (outils) et habiletés favorisant la capacité à écouter, accueillir et accompagner un membre du personnel en difficulté mais aussi la capacité de placer les limites de cette écoute, de cet accueil, de cet accompagnement;
- Les techniques (outils) et habiletés favorisant l'accueil et l'intégration de nouveaux membres du personnel (définitifs ou temporaires);
- Les techniques (outils) et habiletés permettant de développer la capacité à évaluer les membres du personnel;
- Les techniques (outils) d'auto-évaluation.

3.4. Par rapport au volet relatif à la « Gestion des conflits », la formation abordera prioritairement les domaines suivants :

- Les niveaux et types de conflits;
- Les principaux modes de résolution de conflits et leurs impacts sur la situation;
- Les processus de négociation et de médiation comme moyens d'action adaptés à certaines situations de conflits;
- Les techniques (outils) et habiletés permettant de développer la capacité à prévenir différents niveaux et types de conflits dans le cadre de la vie professionnelle du directeur;
- Les techniques (outils) et habiletés permettant de développer la capacité à gérer, à résoudre différents niveaux et types de conflits dans le cadre de la vie professionnelle du directeur.

4. Durée : 20 heures

Art. 2. Le plan de formation relatif à l'axe administratif, matériel et financier du volet commun à l'ensemble des réseaux est établi comme suit :

1. Objectif général :

Pour l'accomplissement des missions relevant de l'axe administratif, matériel et financier, la formation du directeur vise à développer chez ce dernier l'aptitude à la maîtrise des matières législatives et réglementaires et les capacités de gestion administrative, logistique et financière de l'école ou de l'établissement.

2. Compétences à acquérir :

Développer la capacité à :

- Trouver les informations relatives à la législation et à la réglementation en matière d'enseignement et identifier les ressources pertinentes pour faire face à une difficulté à laquelle le candidat peut être confronté;
- Appréhender le sens et la portée des bases légales reprises ci-dessous;
- Trouver, dans ces bases légales (accessibles sur support papier ou informatique), la réponse à une question portant sur des cas pratiques simples issus de la vie courante.

3. Contenu :

3.1. Principes généraux :

- Appropriation des principales différences et similitudes entre une loi, un décret, une ordonnance, un arrêté, une circulaire, origines, hiérarchie des normes, les organes juridictionnels (Conseil d'Etat et Cour constitutionnelle);
- Principes généraux de droit, notamment de droit administratif : droit de la défense, publicité des actes administratifs, motivation des actes administratifs.

3.2. Organisation générale de l'enseignement

3.2.1. Généralités

- Situer la place de l'enseignement dans la structure de la Belgique en tant qu'Etat fédéral : situer les différents niveaux de pouvoir et les compétences respectives en matière d'enseignement et de formation.
- L'organisation de l'enseignement en Communauté française : structures, organigrammes, réseaux...
- Les autorités : Ministres, Ministère (dont notamment l'AGERS, l'AGPE, le Service général d'inspection,...)
- La structure du Ministère (utilisation des ressources documentaires et administratives – « enseignement.be », « respel.be », « cdadoc.be », « adm.cfwb.be »)
- Le rôle des pouvoirs organisateurs et des fédérations de pouvoirs organisateurs
- Le rôle des organisations syndicales
- Le rôle des différents intervenants dans un établissement scolaire : conseil de participation, délégation syndicale, délégation d'élèves, association de parents...
- Les relations extérieures : commune, police, CPMS, SAJ, SAS, équipes mobiles, médiation scolaire...

3.2.2. Bases légales

Par rapport à ces bases légales, il ne s'agit pas d'avoir une connaissance encyclopédique mais bien une connaissance fonctionnelle des textes.

EF : enseignement fondamental

ES : enseignement secondaire

ESAGR : enseignement secondaire artistique à horaire réduit

EPS : enseignement de promotion sociale

EF	ES	ESAHR	EPS	
oui	oui	oui	oui	Art. 24 de la Constitution
oui	oui	oui	oui	Loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement (y compris les volets financiers)
oui	oui			Loi du 29 juin 1983 concernant l'obligation scolaire.
oui	oui		oui	Décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et secondaire et organisant les structures propres à les atteindre
oui	oui		oui	Décret du 30 juin 1998 visant à assurer à tous les élèves des chances égales d'émancipation sociale, notamment par la mise en œuvre de discriminations positives
oui	oui			Décret du 12 janvier 2007 relatif au renforcement de l'éducation à la citoyenneté responsable et active au sein des établissements organisés ou subventionnés par la Communauté française (obligations administratives)
oui	oui	oui	oui	Décret du 2 février 2007 fixant le statut des directeurs (présentation générale des dispositions communes à tous les réseaux)
oui	oui	oui	oui	Décret du 8 mars 2007 relatif au service général de l'inspection, au service de conseil et de soutien pédagogiques de l'enseignement organisé par la Communauté française, aux cellules de conseil et de soutien pédagogiques de l'enseignement subventionné par la Communauté française et au statut des membres du personnel du service général de l'inspection et des conseillers pédagogiques (éléments essentiels de la réforme, rôles des différents interlocuteurs et leurs interactions entre eux)
oui	oui			Décret du 8 mars 2007 portant diverses mesures visant à réguler les inscriptions et les changements d'écoles dans l'enseignement obligatoire

3.3. Organisation générale d'un établissement

EF	ES	ESAHR	EPS	
oui				Arrêté royal du 2 août 1984 portant rationalisation et programmation de l'enseignement maternel et primaire ordinaire
oui				Décret du 14 mars 1995 relatif à la promotion d'une école de la réussite dans l'enseignement fondamental
oui				Décret du 13 juillet 1998 portant organisation de l'enseignement maternel et primaire ordinaire et modifiant la réglementation de l'enseignement
oui	oui			Décret du 17 juillet 2003 portant des dispositions générales relatives à l'enseignement en langue d'immersion et diverses mesures en matière d'enseignement
oui	oui			Décret du 3 mars 2004 organisant l'enseignement spécialisé.
	oui			Loi du 19 juillet 1971 relative à la structure générale et à l'organisation de l'enseignement secondaire
	oui			Arrêté royal du 29 juin 1984 relatif à l'organisation de l'enseignement secondaire
	oui		oui	Décret du 3 juillet 1991 organisant l'enseignement en alternance
	oui			Décret du 29 juillet 1992 portant organisation de l'enseignement secondaire de plein exercice
	oui			Décret du 30 juin 2006 relatif à l'organisation pédagogique du 1 ^{er} degré de l'enseignement secondaire
		oui		Décret du 2 juin 1998 organisant l'enseignement secondaire artistique à horaire réduit dans l'enseignement subventionné
			oui	Décret du 16 avril 1991 relatif à l'organisation de l'enseignement de promotion sociale

3.4. Aspects financiers : dispositions générales figurant dans le Pacte scolaire concernant :

— les normes de subventionnement (le cas échéant en distinguant la responsabilité financière du Pouvoir organisateur et du chef d'établissement)

— les bâtiments scolaires

3.5. Autres textes à envisager à titre informatif

Ce niveau est là à titre informatif. Chacun de ces textes sera présenté par un bref descriptif afin que les candidats puissent avoir une connaissance de l'existence de ces textes et de leur intérêt.

3.5.1. Bases légales

EF	ES	ESAHR	EPS	
oui	oui			Tous les textes relatifs aux transports scolaires
oui	oui	oui	oui	Loi du 30 juillet 1963 concernant le régime linguistique dans l'enseignement
oui	oui			Décret du 4 mars 1991 relatif à l'Aide à la jeunesse
			oui	Décret du 3 juillet 1991 organisant l'enseignement en alternance
			oui	Décret du 30 juin 1998 relatif à la formation en cours de carrière des membres du personnel directeur et enseignant et directeur, et du personnel auxiliaire d'éducation de l'enseignement de promotion sociale
		oui		Décret du 15 mars 1999 relatif à la formation en cours de carrière du personnel directeur et enseignant et du personnel auxiliaire d'éducation dans l'enseignement secondaire artistique à horaire réduit
oui	oui			Décret du 11 juillet 2002 relatif à la formation en cours de carrière dans l'enseignement spécialisé, l'enseignement secondaire ordinaire et les centres psycho-médico-sociaux et à la création d'un institut de la formation en cours de carrière
oui	oui	oui	oui	Décret du 17 juillet 2003 relatif à une intervention dans les frais de transport en commun public et/ou dans l'utilisation de la bicyclette des membres du personnel
oui	oui	oui	oui	Décret du 5 juillet 2000 fixant le régime des congés et de disponibilité pour maladie ou infirmité de certains membres du personnel de l'enseignement
oui	oui	oui		Arrêté royal du 15 avril 1958 portant statut pécuniaire du personnel enseignant, scientifique et assimilé du Ministère de l'Instruction publique
			oui	Arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 25 octobre 1993 portant statut pécuniaire des membres du personnel directeur et enseignant et du personnel auxiliaire d'éducation de l'enseignement de promotion sociale de la Communauté française
oui	oui			Arrêté royal du 15 janvier 1974 pris en application de l'article 160 de l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécialisé, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements
oui				Décret du 11 juillet 2002 relatif à la formation en cours de carrière des membres du personnel des établissements d'enseignement fondamental ordinaire

3.5.2. Matières connexes

— Loi sur le bien-être : règlement de travail, santé sur le lieu de travail, harcèlement, problématique et protection des stagiaires

— Equivalences de diplômes

4. Durée : 10 heures

Art. 3. Le plan de formation relatif à l'axe pédagogique et éducatif du volet commun à l'ensemble des réseaux est établi comme suit :

1. Objectif général :

Pour l'accomplissement des missions relevant de l'axe pédagogique et éducatif, la formation du directeur qui exerce ses fonctions dans l'enseignement obligatoire, de promotion sociale ou secondaire artistique à horaire réduit, vise à développer chez ce dernier des aptitudes pédagogiques et porte notamment sur les objectifs généraux de l'enseignement.

2. Compétences à acquérir :

Enseignement fondamental (ordinaire et spécialisé)	Enseignement secondaire (ordinaire et spécialisé)
<p>Développer la capacité à :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Favoriser, chez les enseignants, le développement d'aptitudes pédagogiques permettant de poursuivre la mise en œuvre des objectifs généraux de l'enseignement fondamental par le biais des concertations et de la formation en cours de carrière. 2. Organiser pédagogiquement son établissement dans la perspective de l'acquisition de compétences en référence aux « socles de compétences » (compétences disciplinaires et transversales). 3. Encourager, organiser et exploiter la formation en cours de carrière des membres du personnel enseignant. 4. Mettre en œuvre des pratiques d'évaluation interne afin de mesurer le niveau de maîtrise atteint par les élèves et la qualité de l'apprentissage. 5. Exploiter les apports des évaluations externes non certificatives (collaboration avec les services d'inspection et les conseillers pédagogiques) 6. Exploiter les batteries d'épreuves d'évaluation étalonnées sur la base des socles de compétences, produites par la Commission des outils d'évaluation et diffusées par le Gouvernement à titre indicatif. 7. Définir et mettre en place des conditions favorables à la continuité des apprentissages via l'organisation en cycles dans l'enseignement ordinaire et en niveaux de maturité dans l'enseignement spécialisé. 8. Définir et mettre en place des conditions favorables à la continuité des apprentissages entre l'enseignement fondamental et le 1^{er} degré de l'enseignement secondaire et entre l'enseignement fondamental et la première phase de l'enseignement secondaire spécialisé. 9. Assurer la transition entre le niveau maternel et primaire. 10. Organiser la remédiation sur le plan pédagogique et sur le plan structurel. 11. Organiser le fonctionnement des conseils de classe 12. Mettre en place des pratiques démocratiques de citoyenneté responsable au sein de l'école. 13. Promouvoir la mixité sociale au sein de l'établissement. 14. Mettre en œuvre des actions prioritaires pour favoriser l'intégration des élèves à besoins spécifiques (élèves qui pourraient relever ou qui sont issus de l'enseignement spécialisé). <p>Bases légales de référence (1) à partir desquelles il convient de développer les actions éducatives et pédagogiques :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement. 2. Loi du 29 juin 1983 concernant l'obligation scolaire. 3. Décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et secondaire et organisant les structures propres à les atteindre (objectifs généraux). 	<p>Développer la capacité à :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Favoriser, chez les enseignants, le développement d'aptitudes pédagogiques permettant de poursuivre la mise en œuvre des objectifs généraux des premiers, deuxième et troisième degrés de l'enseignement secondaire par le biais de la coordination pédagogique et de la formation en cours de carrière. 2. Organiser pédagogiquement son établissement dans la perspective de l'acquisition de compétences en référence aux « socles de compétences », aux « compétences terminales » (compétences disciplinaires et transversales) et aux « profils de qualification et de formation ». 3. Encourager, organiser et exploiter la formation en cours de carrière des membres du personnel enseignant et d'éducation. 4. Mettre en œuvre des pratiques d'évaluation interne afin de mesurer le niveau de maîtrise atteint par les élèves et la qualité de l'apprentissage. 5. Exploiter les apports des évaluations externes non certificatives (collaboration avec les services d'inspection et les conseillers pédagogiques) 6. Exploiter les batteries d'épreuves d'évaluation étalonnées sur la base des socles de compétences, produites par la Commission des outils d'évaluation et diffusées par le Gouvernement à titre indicatif. 7. Définir et mettre en place des conditions favorables à la continuité des apprentissages (notamment via l'organisation en cycles au 1^{er} degré et en phases dans l'enseignement spécialisé). 8. Définir et mettre en place des conditions favorables à la continuité des apprentissages entre l'enseignement fondamental et le 1^{er} degré de l'enseignement secondaire et entre l'enseignement fondamental et la première phase de l'enseignement secondaire spécialisé. 9. Assurer l'information et la cohérence de l'orientation de l'élève en cours et au terme de l'enseignement secondaire. 10. Organiser la remédiation sur le plan pédagogique et sur le plan structurel. 11. Organiser le fonctionnement des conseils de classe et des conseils de guidance 12. Mettre en place des pratiques démocratiques de citoyenneté responsable au sein de l'école. 13. Promouvoir la mixité sociale au sein de l'établissement. 14. Mettre en œuvre des actions prioritaires pour favoriser l'intégration des élèves à besoins spécifiques (élèves qui pourraient relever ou qui sont issus de l'enseignement spécialisé). <p>Bases légales de référence (2) à partir desquelles il convient de développer les actions éducatives et pédagogiques :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement. 2. Loi du 19 juillet 1971 relative à la structure générale et à l'organisation de l'enseignement secondaire. 3. Loi du 29 juin 1983 concernant l'obligation scolaire.

Enseignement fondamental (ordinaire et spécialisé)	Enseignement secondaire (ordinaire et spécialisé)
<p>4. Décret du 14 mars 1995 relatif à la promotion d'une école de la réussite dans l'enseignement fondamental</p> <p>5. Décret du 30 juin 1998 visant à assurer à tous les élèves des chances égales d'émancipation sociale, notamment par la mise en œuvre des discriminations positives.</p> <p>6. Décret du 13 juillet 1998 portant organisation de l'enseignement maternel et primaire ordinaire et modifiant la réglementation de l'enseignement</p> <p>7. Décret du 27 mars 2002 relatif au pilotage du système éducatif de la Communauté française.</p> <p>8. Décret du 11 juillet 2002 relatif à la formation en cours de carrière des membres du personnel des établissements d'enseignement fondamental ordinaire.</p> <p>9. Décret du 11 juillet 2002 relatif à la formation en cours de carrière dans l'enseignement spécialisé, l'enseignement secondaire ordinaire et les centres psycho-médico-sociaux et à la création d'un institut de la formation en cours de carrière.</p> <p>10. Décret du 3 mars 2004 organisant l'enseignement spécialisé.</p> <p>11. Décret du 19 mai 2006 relatif à l'agrément et à la diffusion de manuels scolaires, de logiciels scolaires et d'autres outils pédagogiques au sein des établissements d'enseignement obligatoire.</p> <p>12. Décret du 2 juin 2006 relatif à l'évaluation externe des acquis des élèves de l'enseignement obligatoire et au certificat d'études de base au terme de l'enseignement primaire.</p> <p>13. Décret du 12 janvier 2007 relatif au renforcement de l'éducation à la citoyenneté responsable et active au sein des établissements organisés ou subventionnés par la Communauté française;</p> <p>14. Décret du 2 février 2007 fixant le statut des directeurs.</p> <p>15. Décret du 8 mars 2007 relatif au service général de l'inspection, au service de conseil et de soutien pédagogiques de l'enseignement organisé par la Communauté française, aux cellules de conseil et de soutien pédagogiques de l'enseignement subventionné par la Communauté française et au statut des membres du personnel du service général de l'inspection et des conseillers pédagogiques</p>	<p>4. Arrêté royal du 29 juin 1984 relatif à l'organisation de l'enseignement secondaire</p> <p>5. Décret du 3 juillet 1991 portant organisation de l'enseignement secondaire en alternance.</p> <p>6. Décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et secondaire et organisant les structures propres à les atteindre (objectifs généraux).</p> <p>7. Décret du 30 juin 1998 visant à assurer à tous les élèves des chances égales d'émancipation sociale, notamment par la mise en œuvre des discriminations positives.</p> <p>8. Décret du 27 mars 2002 relatif au pilotage du système éducatif de la Communauté française.</p> <p>9. Décret du 11 juillet 2002 relatif à la formation en cours de carrière dans l'enseignement spécialisé, l'enseignement secondaire ordinaire et les centres psycho-médico-sociaux et à la création d'un institut de la formation en cours de carrière.</p> <p>10. Décret du 3 mars 2004 organisant l'enseignement spécialisé.</p> <p>11. Décret du 12 mai 2004 portant diverses mesures de lutte contre le décrochage scolaire, l'exclusion et la violence à l'école.</p> <p>12. Décret du 15 décembre 2006 renforçant le dispositif des « services d'accrochage scolaire » et portant diverses mesures en matière de règles de vie collective au sein des établissements scolaires.</p> <p>13. Décret du 19 mai 2006 relatif à l'agrément et à la diffusion de manuels scolaires, de logiciels scolaires et d'autres outils pédagogiques au sein des établissements d'enseignement obligatoire.</p> <p>14. Décret du 2 juin 2006 relatif à l'évaluation externe des acquis des élèves de l'enseignement obligatoire et au certificat d'études de base au terme de l'enseignement primaire.</p> <p>15. Décret du 30 juin 2006 relatif à l'organisation pédagogique du 1^{er} degré de l'enseignement secondaire.</p> <p>16. Décret du 12 janvier 2007 relatif au renforcement de l'éducation à la citoyenneté responsable et active au sein des établissements organisés ou subventionnés par la Communauté française;</p> <p>17. Décret du 2 février 2007 fixant le statut des directeurs.</p> <p>18. Décret du 8 mars 2007 relatif au service général de l'inspection, au service de conseil et de soutien pédagogiques de l'enseignement organisé par la Communauté française, aux cellules de conseil et de soutien pédagogiques de l'enseignement subventionné par la Communauté française et au statut des membres du personnel du service général de l'inspection et des conseillers pédagogiques</p>
Enseignement de promotion sociale	Enseignement secondaire artistique à horaire réduit
Développer la capacité à :	Développer la capacité à :

Enseignement de promotion sociale	Enseignement secondaire artistique à horaire réduit
<p>1. Favoriser, chez les enseignants, le développement d'aptitudes pédagogiques permettant de poursuivre la mise en œuvre des objectifs généraux de l'enseignement de promotion sociale par le biais de la coordination pédagogique et de la formation en cours de carrière.</p> <p>2. Organiser pédagogiquement son établissement dans la perspective de l'acquisition de compétences en référence aux dossiers pédagogiques et aux « profils de qualification et de formation ».</p> <p>3. Encourager, organiser et exploiter la formation en cours de carrière des membres du personnel enseignant et d'éducation.</p> <p>4. Mettre en œuvre des pratiques d'évaluation interne afin de mesurer le niveau de maîtrise atteint par les étudiants et la qualité de l'apprentissage.</p> <p>5. Favoriser chez les enseignants une approche pédagogique propre aux adultes (andragogie).</p> <p>6. Favoriser la démarche qualité au sein de l'établissement pour une évaluation de l'enseignement supérieur au sens de la législation en vigueur dans l'enseignement</p> <p>7. Organiser la médiation sur le plan pédagogique et sur le plan structurel.</p> <p>8. Organiser le fonctionnement des conseils des études</p> <p>9. Mettre en place des pratiques démocratiques de citoyenneté responsable au sein de l'établissement</p> <p>10. Promouvoir la mixité sociale au sein de l'établissement</p> <p>Bases légales de référence (3) à partir desquelles il convient de développer les actions éducatives et pédagogiques :</p> <p>1. Loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement.</p> <p>2. Loi du 19 juillet 1971 relative à la structure générale et à l'organisation de l'enseignement secondaire.</p> <p>3. Loi du 29 juin 1983 concernant l'obligation scolaire.</p> <p>4. Arrêté royal du 29 juin 1984 relatif à l'organisation de l'enseignement secondaire</p> <p>5. Décret du 3 juillet 1991 portant organisation de l'enseignement secondaire en alternance.</p> <p>6. Décret du 16 avril 1991 relatif à l'organisation de l'enseignement de promotion sociale</p> <p>7. Décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et secondaire et organisant les structures propres à les atteindre (objectifs généraux).</p> <p>8. Décret du 30 juin 1998 visant à assurer à tous les élèves des chances égales d'émancipation sociale, notamment par la mise en œuvre de discriminations positives.</p>	<p>1. Favoriser, chez les enseignants, le développement d'aptitudes pédagogiques permettant la mise en œuvre des finalités de l'ESAGR par le biais de la coordination pédagogique, de l'incitation à la prospection personnelle et de la formation en cours de carrière.</p> <p>2. Organiser pédagogiquement son établissement dans la perspective de l'acquisition de compétences en référence au décret du 2 juin 1998 organisant l'Enseignement secondaire artistique à horaire réduit subventionné par la Communauté française pour les 4 domaines reconnus par le décret.</p> <p>3. Encourager, organiser et exploiter la formation en cours de carrière des membres du personnel enseignant et d'éducation.</p> <p>4. Mettre en œuvre des pratiques d'évaluation en regard des critères d'évaluation fixés dans le ROI du Conseil des études relativement aux 4 socles de compétences de base définis dans le décret du 2 juin 1998, afin de mesurer le niveau de maîtrise atteint par les élèves et la qualité de l'apprentissage.</p> <p>5. Organiser le fonctionnement des conseils des études, du Conseil de classe et du Conseil d'admission.</p> <p>Bases légales de référence (4) à partir desquelles il convient de développer les actions éducatives et pédagogiques :</p> <p>1. Loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement.</p> <p>2. Décret du 2 juin 1998 organisant l'Enseignement secondaire artistique à horaire réduit subventionné par la Communauté française.</p> <p>3. Décret du 15 mars 1999 relatif à la formation en cours de carrière des membres du personnel directeur et enseignant et du personnel auxiliaire d'éducation de l'Enseignement secondaire artistique à horaire réduit subventionné par la Communauté française.</p> <p>4. Décret du 2 février 2007 fixant le statut des directeurs.</p> <p>5. Décret du 8 mars 2007 relatif au service général de l'inspection, au service de conseil et de soutien pédagogiques de l'enseignement organisé par la Communauté française, aux cellules de conseil et de soutien pédagogiques de l'enseignement subventionné par la Communauté française et au statut des membres du personnel du service général de l'inspection et des conseillers pédagogiques</p> <p>6. Décret du 17 mai 1999 organisant l'Enseignement supérieur artistique.</p>

Enseignement de promotion sociale	Enseignement secondaire artistique à horaire réduit
<p>9. Décret du 30 juin 1998 relatif à la formation en cours de carrière dans l'enseignement de promotion sociale.</p> <p>10. Décret du 2 février 2007 fixant le statut des directeurs.</p> <p>11. Décret du 8 mars 2007 relatif au service général de l'inspection, au service de conseil et de soutien pédagogiques de l'enseignement organisé par la Communauté française, aux cellules de conseil et de soutien pédagogiques de l'enseignement subventionné par la Communauté française et au statut des membres du personnel du service général de l'inspection</p> <p>12. Décret du 14 novembre 2002 créant l'Agence pour l'évaluation de la qualité de l'enseignement supérieur organisé ou subventionné par la Communauté française</p> <p>13. Décret du 22 octobre 2003 portant assentiment à l'accord de coopération du 24 juillet 2003 relatif à la validation des compétences dans le champ de la formation professionnelle continue conclu entre la communauté française, la Région wallonne et la Commission communautaire française</p>	

3. Contenu :

Enseignement fondamental (ordinaire et spécialisé)	Enseignement secondaire (ordinaire et spécialisé)
<p>Connaître le système éducatif en Communauté française</p> <ul style="list-style-type: none"> — Objectifs généraux de l'enseignement obligatoire. — Missions du service de pilotage du système éducatif. — Connaissances générales de l'organisation de l'enseignement obligatoire (ordinaire et spécialisé) <p>Textes cadres</p> <ul style="list-style-type: none"> — Référentiels sur les socles de compétences. <p>Pédagogie générale</p> <ul style="list-style-type: none"> — Description comparée des grands courants de la pédagogie contemporaine. — Pédagogie différenciée — Evaluation formative et certificative. <p>Dispositifs visant à garantir des chances égales d'émancipation sociale, à favoriser l'accrochage scolaire et à prévenir la violence</p> <ul style="list-style-type: none"> — Discriminations positives. — Médiation scolaire. — Equipes mobiles. — Lutte contre les assuétudes. — Conseils des délégués d'élèves. — Missions des CPMS. — Missions du PSE. — Service d'accrochage scolaire (SAS). — Synergie avec le maillage social (SAJ, SPJ, CPAS, AWIPH, SAI, SBFPH –service bruxellois francophone de la personne handicapée-...) 	<p>Connaître le système éducatif en Communauté française</p> <ul style="list-style-type: none"> — Objectifs généraux de l'enseignement obligatoire. — Missions du service de pilotage du système éducatif. — Connaissances générales de l'organisation de l'enseignement obligatoire (ordinaire et spécialisé), supérieur et de promotion sociale <p>Textes cadres</p> <ul style="list-style-type: none"> — Référentiel sur les socles de compétences. — Référentiels sur les compétences terminales. — Référentiels sur les profils de formation et de qualification y compris le fonctionnement de la Commission communautaire des professions et des qualifications. <p>Pédagogie générale</p> <ul style="list-style-type: none"> — Description comparée des grands courants de la pédagogie contemporaine. — Pédagogie différenciée — Evaluation formative et certificative. <p>Dispositifs visant à garantir des chances égales d'émancipation sociale, à favoriser l'accrochage scolaire et à prévenir la violence</p> <ul style="list-style-type: none"> — Discriminations positives. — Médiation scolaire. — Equipes mobiles. — Lutte contre les assuétudes. — Conseils des délégués d'élèves. — Missions des CPMS. — Missions du PSE. — Service d'accrochage scolaire (SAS). — Synergie avec le maillage social (SAJ, SPJ, CPAS, AWIPH, SAI, SBFPH –service bruxellois francophone de la personne handicapée-...)

Enseignement de promotion sociale	Enseignement secondaire artistique à horaire réduit
<p>Connaître le système éducatif en Communauté française</p> <p>— Objectifs généraux de l'enseignement de promotion sociale.</p> <p>— Connaissance générale de l'organisation de l'enseignement secondaire et supérieur</p> <p>Textes cadres</p> <p>Référentiel (dossiers pédagogiques), profils de formation et de qualification y compris le fonctionnement de la Commission communautaire des professions et des qualifications</p> <p>Pédagogie générale</p> <p>— Description comparée des grands courants de la pédagogie contemporaine.</p> <p>— Pédagogie axée sur la gestion des compétences des adultes</p> <p>— Pédagogie différenciée</p> <p>— Evaluation formative et certificative.</p> <p>— Gestion pédagogique d'un dossier (enseignement modulaire)</p> <p>Dispositifs visant à garantir des chances égales d'émancipation sociale, à favoriser l'accrochage scolaire et à prévenir la violence</p> <p>— Discriminations positives.</p> <p>— Lutte contre les assuétudes.</p> <p>— Synergie avec le maillage social (SAJ, SPJ, CPAS, AWIPH, SAI, SBFPH –service bruxellois francophone de la personne handicapée...)</p> <p>— Relations avec : la commune, police, CPAS, ONEm, ACTIRIS, FOREm, BRUXELLES FORMATION, DISSP...</p> <p>— les partenariats</p>	<p>Connaître le système éducatif en Communauté française</p> <p>— Objectifs généraux de l'enseignement secondaire artistique à horaire réduit</p> <p>— Connaissance générale de l'organisation de l'enseignement supérieur artistique</p> <p>Textes cadres</p> <p>Référentiels de compétence propres à l'ESAHR</p> <p>Pédagogie générale</p> <p>— Description comparée des grands courants de la pédagogie artistique contemporaine.</p> <p>— Evaluation formative et certificative.</p> <p>— Cours collectifs et semi-collectifs</p> <p>— Particularités et intérêts de la pédagogie par projet d'élève.</p> <p>— Connaissance et développement d'une pédagogie de la créativité.</p> <p>— Les pédagogies adaptées aux enfants, aux adolescents et aux adultes.</p>

4. Durée : 30 heures

Bruxelles, le 26 septembre 2007.

Par le Gouvernement de la Communauté française :

La Ministre-Présidente, chargée de l'Enseignement obligatoire,
Mme M. ARENA

Le Ministre du Budget, de la Fonction publique et des Sports,
M. DAERDEN

—
Note

(1) Décrets et arrêtés d'exécution

(2) Décrets et arrêtés d'exécution.

(3) Décrets et arrêtés d'exécution.

(4) Décret et arrêtés d'exécution.

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2007 — 4437

[C — 2007/29355]

**26 SEPTEMBER 2007. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap
tot bepaling van het opleidingsplan voor het luik
dat alle netten voor de opleiding van directeurs gemeen is**

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van 2 februari 2007 tot vaststelling van het statuut van de directeurs, inzonderheid op artikel 17 § 2;

Gelet op het voorstel gedaan door het « Institut pour la formation en cours de carrière » (Instituut voor de opleiding gedurende de loopbaan);

Gelet op het onderhandelingsprotocol van sectorcomité IX, van het comité voor provinciale en plaatselijke overheidsdiensten - afdeling II, en van het onderhandelingscomité voor de statuten voor het personeel van het gesubsidieerd vrij onderwijs van 6 juli 2007;

Gelet op het overlegprotocol van het comité voor overleg tussen de Regering van de Franse Gemeenschap en de vertegenwoordigings- en coördinatieorganen van de inrichtende machten van het onderwijs en de door de Regering erkende gesubsidieerde PMS-centra, gesloten op 9 juli 2007;

Gelet op het advies nr. 43.463/2/V van de Raad van State, gegeven op 21 augustus 2007 bij toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 1° van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister-Presidente, belast met het leerplichtonderwijs en het onderwijs voor sociale promotie;

Gelet op de beraadslaging van de Regering van de Franse Gemeenschap van 26 september 2007,

Besluit :

Artikel 1. Het opleidingsplan in verband met de relationele zaken voor het luik dat alle netten gemeen is, wordt vastgesteld als volgt :

1. Algemene doelstelling :

Voor de uitvoering van de opdrachten in verband met relationele zaken, heeft de opleiding van de directeur tot doel bij deze vaardigheden te ontwikkelen die hem in staat zullen stellen het beheer en de coördinatie van het pedagogisch team waar te nemen, de verantwoordelijkheid voor de betrekkingen van de schoolinrichting met de leerlingen/studenten, ouders en derden op te nemen, en zijn inrichting in het kader van haar externe betrekkingen te vertegenwoordigen.

2. Te verwerven competenties :

De opleiding heeft tot doel de volgende bekwaamheden te ontwikkelen :

* zich bewust worden van de veranderingen die worden voortgebracht door zijn nieuwe beroepsidentiteit ten opzichte van zijn eigen relationele vaardigheden en bekwaamheden;

* de relationele vaardigheden en bekwaamheden uitoefenen en analyseren in het kader van concrete situaties van het beroepsleven van directeur, inzonderheid :

- beheer en coördinatie van een opvoedingsteam;
- informatie, communicatie en dialoog met het geheel van de actoren op schoolgebied;
- conflictpreventie en -beheer;
- vertegenwoordiging van zijn inrichting in het kader van externe betrekkingen.

* zijn sterke kant en zijn zwakke kant in elk van die situaties ontdekken en er zijn project inzake opleiding gedurende de loopbaan uit afleiden;

3. Inhoud :

3.1. Betreffende het luik «Interne en externe communicatie», heeft de opleiding de volgende prioritaire doelstellingen :

- de verschillende communicatie- en informatiewijzen van de directeur in de schoolcontext;
- de regels inzake deontologie, ethiek en beroepsgeheim op de verschillende gebieden van het beroepsleven van de directeur;
- de technieken (instrumenten) en vaardigheden die, met inachtneming van de nadere regels inzake communicatie bepaald in het inrichtingsproject, een doeltreffende communicatie en positieve betrekkingen met en tussen de leden van het opvoedingsteam, met en tussen de leerlingen/studenten (inzonderheid op grond van hun leeftijd), met de ouders, met de partners van de buitenwereld, kunnen bevorderen;
- de technieken (instrumenten) voor de ontwikkeling van de bekwaamheid tot het spreken in het openbaar op een pertinente en doeltreffende wijze.

3.2. Betreffende het luik «Leiding en motivering van de groepen», heeft de opleiding de volgende prioritaire doelstellingen :

- de voornaamste processen voor groepsdynamiek en groepsmotivatie;
- de wijzen van besluitvorming;
- de technieken (instrumenten) voor de animatie en het beheer van groepen in de verschillende beroepssituaties van de directeur;
- de technieken (instrumenten) en vaardigheden die bevorderlijk zijn voor de ontwikkeling van individuele en collectieve projecten en de collectieve besluitvorming;
- de technieken (instrumenten) en vaardigheden die bevorderlijk zijn voor de ploeggeest en de motivering van de personeelsleden betreffende (inzonderheid interdisciplinaire) projecten.

3.3. Betreffende het luik « Persoonlijke vaardigheden in verband met het Human Resources Management », zal de opleiding de volgende prioritaire doelstellingen hebben :

- de rol van zelfvertrouwen in het kader van het beroepsleven van de directeur;
- de persoonlijke betrokkenheid bij de uitoefening van de verantwoordelijkheid inzake Human Resources Management in een schoolinrichting;
- de technieken (instrumenten) en vaardigheden die bevorderlijk zijn voor de ontwikkeling van de bekwaamheid tot het luisteren naar, het onthalen en begeleiden van een personeelslid dat moeilijkheden ondervindt, maar ook de bekwaamheid tot het beperken van die luister-, onthaal- en begeleidingsvaardigheid;
- de technieken (instrumenten) en vaardigheden die bevorderlijk zijn voor het onthaal en de integratie van nieuwe (vastbenoemde of tijdelijke) personeelsleden;
- de technieken (instrumenten) en vaardigheden die bevorderlijk zijn voor de bekwaamheid tot het evalueren van de personeelsleden;
- de technieken (instrumenten) voor zelfevaluatie.

3.4. Betreffende het luik «Beheer van de conflicten», zal de opleiding de volgende prioritaire doelstellingen hebben :

- de niveaus en typen van de conflicten;
- de verschillende wijzen waarop de conflicten kunnen worden geslecht en hun gevolgen op de situatie;
- de processen voor de onderhandeling en de bemiddeling als handelingsmiddelen aangepast aan sommige conflictsituaties;
- de technieken (instrumenten) en vaardigheden die bevorderlijk zijn voor de ontwikkeling van de bekwaamheid tot het voorkomen van verschillende niveaus en typen van conflicten in het kader van het beroepsleven van de directeur;
- de technieken (instrumenten) en vaardigheden die bevorderlijk zijn voor de ontwikkeling van de bekwaamheid tot het beheren en slechten van de verschillende niveaus en typen van conflicten in het kader van het beroepsleven van de directeur.

4. Duur : 20 uren.

Art. 2. Het opleidingsplan betreffende de administratieve, materiële en financiële zaken van het luik dat alle netten gemeen is, wordt vastgesteld als volgt :

1. Algemene doelstelling :

Voor de uitvoering van de opdrachten die behoren tot de administratieve, materiële en financiële zaken, heeft de opleiding van de directeur tot doel bij deze de bekwaamheid tot het beheersen van de wetgevings- en verordeningaangelegenheden en de bekwaamheid tot het administratieve, logistieke en financiële beheren van de school of de inrichting te ontwikkelen.

2. Te verwerven competenties

De opleiding heeft tot doel de volgende bekwaamheden te ontwikkelen :

- de informatie vinden in verband met de wetgevings- en verordeningsteksten inzake onderwijs en de relevante hulpmiddelen vinden om het hoofd te bieden aan een moeilijkheid waarmee de kandidaat kan worden geconfronteerd;
- de zin en de draagwijdte van de hieronder vermelde wettelijke grondslagen begrijpen;
- in die wettelijke grondslagen (die op een papieren drager of een informaticadrager toegankelijk zijn), het antwoord vinden op elke vraag betreffende praktische gevallen uit het dagelijks leven.

3. Inhoud :

3.1. Algemene beginselen :

— Aanleren van de voornaamste verschillen en gelijkenissen tussen een wet, een decreet, een ordonnantie, een besluit, een omzendbrief,... de oorsprong, de hiërarchie van de normen, de rechtsorganen (Raad van State en Grondwettelijk Hof);

— Algemene beginselen van het recht, inzonderheid van het administratief recht : recht van de verdediging, openbaarheid van de bestuurshandelingen, motivering van de bestuurshandelingen,...;

3.2. Algemene organisatie van het onderwijs

3.2.1. Algemeen

— de plaats van onderwijs in de structuur van de Federale Staat België situeren : de verschillende overheidsniveaus en de respectieve bevoegdheden inzake onderwijs en opleiding situeren;

— de organisatie van het onderwijs in de Franse Gemeenschap : structuren, organogrammen, netten...

— de overheid : ministers, ministerie (waarvan inzonderheid Algemeen bestuur onderwijs en wetenschappelijk onderzoek, algemeen bestuur onderwijspersoneel, algemene inspectiedienst,...)

— de structuur van het ministerie (gebruik van de documentaire en administratieve hulpmiddelen – «enseignement.be», «respel.be», «cdadoc.be», «adm.cfwb.be»)

— de rol van de inrichtende machten en de federaties van inrichtende machten

— de rol van de vakorganisaties

— de rol van de verschillende optredende personen in een schoolinrichting : participatieraad, delegatie van vakbonden, delegatie van leerlingen, ouderverenigingen

— externe betrekkingen : gemeente, politie, PMS-centra, diensten voor hulpverlening aan de jeugd, diensten voor schoolherinschakeling, mobiele teams, schoolbemiddeling...

3.2.2. Wettelijke grondslagen

Voor die wettelijke grondslagen is geen encyclopedische kennis maar een functionele kennis van de teksten vereist.

BO : basisonderwijs

SO : secundair onderwijs

KSOBL : kunstsecundair onderwijs met beperkt leerplan

OSP : onderwijs voor sociale promotie

BO	SO	KSOBL	OSP	
Ja	Ja	Ja	Ja	Art. 24 van de Grondwet
Ja	Ja	Ja	Ja	Wet van 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving (met inbegrip van de financiële luiken)
Ja	Ja			Wet van 29 juni 1983 betreffende de leerplicht
Ja	Ja		Ja	Decreet van 24 juli 1997 dat de prioritaire taken bepaalt van het basisonderwijs en van het secundair onderwijs en de structuren organiseert die het mogelijk maken ze uit te voeren
Ja	Ja		Ja	Decreet van 30 juni 1998 dat erop gericht is alle leerlingen gelijke kansen op sociale emancipatie te geven, inzonderheid door de invoering van maatregelen voor positieve discriminatie
Ja	Ja			Decreet van 12 januari 2007 betreffende de versteviging van de opvoeding tot verantwoordelijk en actief burgerschap binnen de door de Franse Gemeenschap georganiseerde of gesubsidieerde inrichtingen (administratieve verplichtingen)
Ja	Ja	Ja	Ja	Decreet van 2 februari 2007 tot vaststelling van het statuut van de directeurs (algemene voorstelling van de bepalingen die alle netten gemeen zijn)
Ja	Ja	Ja	Ja	Decreet van 8 maart 2007 betreffende de algemene inspectiedienst, de dienst voor pedagogische raadgeving en begeleiding van het door de Franse Gemeenschap georganiseerde onderwijs, de cellen voor pedagogische raadgeving en begeleiding van het door de Franse Gemeenschap gesubsidieerde onderwijs en betreffende het statuut van de personeelsleden van de algemene inspectiedienst en van de pedagogische adviseurs (grondslagen van de hervorming, rol van de verschillende optredende personen en de wisselwerking tussen hen)
Ja	Ja			Decreet van 8 maart 2007 houdende diverse maatregelen met het oog op de regularisatie van de inschrijvingen en van de veranderingen van school in het leerplichtonderwijs

3.3. Algemene organisatie van een inrichting

BO	SO	KSOBL	OSP	
Ja				Koninklijk besluit van 2 augustus 1984 houdende rationalisatie en programmatie van het gewoon kleuter- en lager onderwijs
Ja				Decreet van 14 maart 1995 tot bevordering van het welslagen in de basisscholen
Ja				Decreet van 13 juli 1998 betreffende de organisatie van het gewoon kleuteronderwijs en lager onderwijs en de wijziging van de onderwijswetgeving
Ja	Ja			Decreet van 17 juli 2003 houdende algemene bepalingen betreffende het taalbadonderwijs en verschillende maatregelen inzake onderwijs
Ja	Ja			Decreet van 3 maart 2004 houdende organisatie van het gespecialiseerd onderwijs
	Ja			Wet van 19 juli 1971 betreffende de algemene structuur, en de organisatie van het secundair onderwijs
	Ja			Koninklijk besluit van 29 juni 1984 betreffende de organisatie van het secundair onderwijs
	Ja		Ja	Decreet van 3 juli 1991 betreffende het alternerend secundair onderwijs
	Ja			Decreet van 29 juli 1992 houdende organisatie van het secundair onderwijs met volledig leerplan
	Ja			Decreet van 30 juni 2006 betreffende de pedagogische organisatie van de eerste graad van het secundair onderwijs
		Ja		Decreet van 2 juni 1998 houdende organisatie van het secundair kunstonderwijs met beperkt leerplan gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap

BO	SO	KSOBL	OSP	
			Ja	Decreet van 16 april 1991 houdende organisatie van het onderwijs voor sociale promotie

3.4. Financiële aspecten : algemene bepalingen van het schoolpact betreffende :

— de normen inzake subsidiëring (in voorkomend geval met invoering van het onderscheid tussen de financiële verantwoordelijkheid van de inrichtende macht en die van het inrichtingshoofd)

— de schoolgebouwen

3.5. Andere teksten die voor informatie kunnen worden voorgesteld

Dat niveau is bestemd voor de informatie. Elk van die teksten zal worden voorgesteld door een korte beschrijving opdat de kandidaten op de hoogte zouden kunnen worden gebracht van het bestaan van die teksten en zouden kunnen beseffen dat ze interessant zijn.

3.5.1. Wettelijke grondslagen

BO	SO	KSOBL	OSP	
Ja	Ja			Alle teksten betreffende het leerlingenvervoer
Ja	Ja	Ja	Ja	Wet van 30 juli 1963 houdende taalregeling in het onderwijs
Ja	Ja			Decreet van 4 maart 1991 inzake hulpverlening aan de jeugd
			Ja	Decreet van 3 juli 1991 betreffende het alternerend secundair onderwijs
			Ja	Decreet van 30 juni 1998 met betrekking tot de bijscholing van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel en het opvoedend hulppersoneel in het onderwijs voor sociale promotie
		Ja		Decreet van 15 maart 1999 betreffende de opleiding tijdens de loopbaan van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel en van het onderwijzend hulppersoneel van het kunstsecundair onderwijs met beperkt leerplan gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap
Ja	Ja			Decreet van 11 juli 2002 betreffende de opleiding tijdens de loopbaan in het gespecialiseerd onderwijs, het gewoon secundair onderwijs en de psycho-medisch-sociale centra en tot oprichting van een instituut voor opleidingen tijdens de loopbaan
Ja	Ja	Ja	Ja	Decreet van 17 juli 2003 betreffende een bijdrage in de kosten voor het gebruik van openbare gemeenschappelijke vervoermiddelen en/of van de fiets door de personeelsleden
Ja	Ja	Ja	Ja	Decreet van 5 juli 2000 houdende de regeling inzake verlof en disponibiliteit wegens ziekte of invaliditeit van sommige personeelsleden uit het onderwijs
Ja	Ja	Ja		Koninklijk besluit van 15 april 1958 houdende bezoldigingsregeling van het onderwijzend, wetenschappelijk en daarmee gelijkgesteld personeel van het Ministerie van Openbaar Onderwijs
			Ja	Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 25 oktober 1993 houdende bezoldigingsregeling van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel en van het opvoedend hulppersoneel van het onderwijs voor sociale promotie van de Franse Gemeenschap
Ja	Ja			Koninklijk besluit van 15 januari 1974 genomen ter toepassing van artikel 160 van het koninklijk besluit van 22 maart 1969 tot vaststelling van het statuut van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel der inrichtingen voor kleuter-, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs van de Staat, alsmede der internaten die van deze inrichtingen afhangen en van de leden van de inspectiedienst die belast is met het toezicht op deze inrichtingen
Ja				Decreet van 11 juli 2002 betreffende de opleiding tijdens de loopbaan voor het personeel van de inrichtingen voor gewoon basisonderwijs

3.5.2. Aanverwante aangelegenheden

— Welzijnswet : arbeidsreglement, gezondheid op het werk, ongewenst gedrag, problemen in verband met stagiairs en bescherming van de stagiairs...

— Gelijkwaardigheid diploma's

4. Duur : 10 uren.

Art. 3. Het opleidingsplan in verband met de pedagogische en educatieve zaken van het luik dat alle netten gemeen is, wordt vastgesteld als volgt :

1. Algemene doelstelling :

Voor de uitvoering van de opdrachten betreffende de pedagogische en educatieve zaken, heeft de opleiding van de directeur die zijn ambt in het leerplichtonderwijs, in het onderwijs voor sociale promotie of in het kunstsecundair onderwijs met beperkt leerplan uitoefent, tot doel bij deze pedagogische bekwaamheden te ontwikkelen en heeft inzonderheid betrekking op de algemene doelstellingen van het onderwijs.

2. Te verwerven competenties :

(Gewoon en gespecialiseerd) basisonderwijs	(Gewoon en gespecialiseerd) secundair onderwijs
<p>De volgende bekwaamheden zijn te ontwikkelen :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Bij leraars de ontwikkeling van pedagogische bekwaamheden bevorderen die het mogelijk maken om de algemene doelstellingen van het basisonderwijs te bereiken door middel van overleg en opleiding gedurende de loopbaan. 2. Zijn inrichting op pedagogisch vlak organiseren met het oog op de verwerving van competenties in het kader van de «referentiesystemen voor de basiscompetenties» (competenties per vak en transversale competenties). 3. De opleiding gedurende de loopbaan van de leden van het onderwijzend personeel aanmoedigen, organiseren en exploiteren 4. Maatregelen inzake interne evaluatie nemen en uitvoeren om het beheersingsniveau dat door de leerlingen wordt bereikt en de kwaliteit van het leerproces te evalueren 5. De inbreng van de niet met een bekwaamheidsbewijs bekrachtigde externe evaluaties (medewerking met de inspectiediensten en de pedagogische adviseurs) exploiteren 6. De reeksen evaluatieproeven exploiteren die op grond van de referentiesystemen voor de basiscompetenties worden georganiseerd, door de Commissie voor de evaluatie-instrumenten worden bepaald en door de Regering bij wijze van informatie worden verspreid 7. Omstandigheden bepalen en in de hand werken die bevorderlijk zijn voor de continuïteit van de leerprocessen via de organisatie van cyclussen, in het gewoon onderwijs, en van maturiteitsniveaus, in het gespecialiseerd onderwijs 8. Omstandigheden bepalen en in de hand werken die bevorderlijk zijn voor de continuïteit van de leerprocessen tussen het basisonderwijs en de eerste graad van het secundair onderwijs en tussen het basisonderwijs en de eerste fase van het gespecialiseerd secundair onderwijs. 9. De overgang tussen het kleuteronderwijs en het lager onderwijs organiseren 10. Remediatie op pedagogisch en op structureel vlak organiseren 11. De werking van de klassenraden organiseren 12. Democratische praktijken inzake verantwoordelijk burgerschap binnen de scholen invoeren 13. Sociale gemengdheid binnen de inrichting bevorderen 14. Prioritaire acties uitvoeren om de integratie van leerlingen met specifieke behoeften te bevorderen (leerlingen die onder het gespecialiseerd onderwijs zouden kunnen ressorteren of die ervan afkomstig zijn) 	<p>De volgende bekwaamheden zijn te ontwikkelen :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Bij leraars de ontwikkeling van pedagogische bekwaamheden bevorderen die het mogelijk maken om de algemene doelstellingen van de eerste, tweede en derde graden van het secundair onderwijs te bereiken door middel van pedagogische coördinatie en opleiding gedurende de loopbaan. 2. Zijn inrichting op pedagogisch vlak organiseren met het oog op de verwerving van competenties in het kader van de « referentiesystemen voor de basiscompetenties », de « eindcompetenties » (competenties per vak en transversale competenties), en van de « kwalificatie- en opleidingsprofielen ». 3. De opleiding gedurende de loopbaan van de leden van het onderwijzend en opvoedend personeel aanmoedigen, organiseren en exploiteren 4. Maatregelen inzake interne evaluatie nemen en uitvoeren om het beheersingsniveau dat door de leerlingen wordt bereikt en de kwaliteit van het leerproces te evalueren 5. De inbreng van de niet met een bekwaamheidsbewijs bekrachtigde externe evaluaties (medewerking met de inspectiediensten en de pedagogische adviseurs) exploiteren 6. De reeksen evaluatieproeven exploiteren die op grond van de referentiesystemen voor de basiscompetenties worden georganiseerd, door de Commissie voor de evaluatie-instrumenten worden bepaald en door de Regering bij wijze van informatie worden verspreid 7. Omstandigheden bepalen en in de hand werken die bevorderlijk zijn voor de continuïteit van de leerprocessen (inzonderheid via de organisatie van cyclussen, in de eerste graad, en van fasen, in het gespecialiseerd onderwijs). 8. Omstandigheden bepalen en in de hand werken die bevorderlijk zijn voor de continuïteit van de leerprocessen tussen het basisonderwijs en de eerste graad van het secundair onderwijs en tussen het basisonderwijs en de eerste fase van het gespecialiseerd secundair onderwijs. 9. Zorgen voor de informatie en de coherente oriëntatie van de leerling gedurende en op het einde van het secundair onderwijs. 10. Remediatie op pedagogisch en op structureel vlak organiseren 11. De werking van de klassenraden en van de begeleidingsraden organiseren 12. Democratische praktijken inzake verantwoordelijk burgerschap binnen de scholen invoeren 13. Sociale gemengdheid binnen de inrichting bevorderen 14. Prioritaire acties uitvoeren om de integratie van leerlingen met specifieke behoeften te bevorderen (leerlingen die onder het gespecialiseerd onderwijs zouden kunnen ressorteren of die ervan afkomstig zijn)

(Gewoon en gespecialiseerd) basisonderwijs	(Gewoon en gespecialiseerd) secundair onderwijs
<p>Wettelijke grondslagen (1) op grond waarvan de educatieve en pedagogische acties dienen te worden ontwikkeld :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Wet van 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving 2. Wet van 29 juni 1983 betreffende de leerplicht 3. Decreet van 24 juli 1997 dat de prioritaire taken bepaalt van het basisonderwijs en van het secundair onderwijs en de structuren organiseert die het mogelijk maken ze uit te voeren (algemene doelstellingen) 4. Decreet van 14 maart 1995 tot bevordering van het welslagen in de basisscholen 5. Decreet van 30 juni 1998 dat erop gericht is alle leerlingen gelijke kansen op sociale emancipatie te geven, inzonderheid door de invoering van maatregelen voor positieve discriminatie 6. Decreet van 13 juli 1998 betreffende de organisatie van het gewoon kleuteronderwijs en lager onderwijs en de wijziging van de onderwijswetgeving 7. Decreet van 27 maart 2002 betreffende de sturing van het onderwijssysteem van de Franse Gemeenschap 8. Decreet van 11 juli 2002 betreffende de opleiding tijdens de loopbaan voor het personeel van de inrichtingen voor gewoon basisonderwijs 9. Decreet van 11 juli 2002 betreffende de opleiding tijdens de loopbaan in het gespecialiseerd onderwijs, het gewoon secundair onderwijs en de psycho-medisch-sociale centra en tot oprichting van een instituut voor opleidingen tijdens de loopbaan 10. Decreet van 3 maart 2004 houdende organisatie van het gespecialiseerd onderwijs 11. Decreet van 19 mei 2006 betreffende de erkenning en de verspreiding van schoolboeken, schoolsoftware en andere pedagogische hulpmiddelen binnen de inrichtingen voor verplicht onderwijs 12. Decreet van 2 juni 2006 betreffende de externe evaluatie van de verworven kennis van leerlingen van het leerplichtonderwijs en het getuigschrift van basisonderwijs na het lager onderwijs 13. Decreet van 12 januari 2007 betreffende de versterking van de opvoeding tot verantwoordelijk en actief burgerschap binnen de door de Franse Gemeenschap georganiseerde of gesubsidieerde inrichtingen 14. Decreet van 2 februari 2007 tot vaststelling van het statuut van de directeurs 15. Decreet van 8 maart 2007 betreffende de algemene inspectiedienst, de dienst voor pedagogische raadgeving en begeleiding van het door de Franse Gemeenschap georganiseerde onderwijs, de cellen voor pedagogische raadgeving en begeleiding van het door de Franse Gemeenschap gesubsidieerde onderwijs en betreffende het statuut van de personeelsleden van de algemene inspectiedienst en van de pedagogische adviseurs 	<p>Wettelijke grondslagen (2) op grond waarvan de educatieve en pedagogische acties dienen te worden ontwikkeld :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Wet van 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving 2. Wet van 19 juli 1971 betreffende de algemene structuur, en de organisatie van het secundair onderwijs 3. Wet van 29 juni 1983 betreffende de leerplicht 4. Koninklijk besluit van 29 juni 1984 betreffende de organisatie van het secundair onderwijs 5. Decreet van 3 juli 1991 betreffende het alternerend secundair onderwijs 6. Decreet van 24 juli 1997 dat de prioritaire taken bepaalt van het basisonderwijs en van het secundair onderwijs en de structuren organiseert die het mogelijk maken ze uit te voeren (algemene doelstellingen) 7. Decreet van 30 juni 1998 dat erop gericht is alle leerlingen gelijke kansen op sociale emancipatie te geven, inzonderheid door de invoering van maatregelen voor positieve discriminatie 8. Decreet van 27 maart 2002 betreffende de sturing van het onderwijssysteem van de Franse Gemeenschap 9. Decreet van 11 juli 2002 betreffende de opleiding tijdens de loopbaan in het gespecialiseerd onderwijs, het gewoon secundair onderwijs en de psycho-medisch-sociale centra en tot oprichting van een instituut voor opleidingen tijdens de loopbaan 10. Decreet van 3 maart 2004 houdende organisatie van het gespecialiseerd onderwijs 11. Decreet van 12 mei 2004 betreffende diverse maatregelen inzake de strijd tegen het afhaken van school, de uitsluiting en het geweld op school 12. Decreet van 15 december 2006 houdende versterking van het systeem van de "diensten voor schoolherinschakeling" en houdende diverse maatregelen inzake collectieve leefregels binnen schoolinrichtingen 13. Decreet van 19 mei 2006 betreffende de erkenning en de verspreiding van schoolboeken, schoolsoftware en andere pedagogische hulpmiddelen binnen de inrichtingen voor verplicht onderwijs 14. Decreet van 2 juni 2006 betreffende de externe evaluatie van de verworven kennis van leerlingen van het leerplichtonderwijs en het getuigschrift van basisonderwijs na het lager onderwijs 15. Decreet van 30 juni 2006 betreffende de pedagogische organisatie van de eerste graad van het secundair onderwijs 16. Decreet van 12 januari 2007 betreffende de versterking van de opvoeding tot verantwoordelijk en actief burgerschap binnen de door de Franse Gemeenschap georganiseerde of gesubsidieerde inrichtingen

(Gewoon en gespecialiseerd) basisonderwijs	(Gewoon en gespecialiseerd) secundair onderwijs 17. Decreet van 2 februari 2007 tot vaststelling van het statuut van de directeurs 18. Decreet van 8 maart 2007 betreffende de algemene inspectiedienst, de dienst voor pedagogische raadgeving en begeleiding van het door de Franse Gemeenschap georganiseerde onderwijs, de cellen voor pedagogische raadgeving en begeleiding van het door de Franse Gemeenschap gesubsidieerde onderwijs en betreffende het statuut van de personeelsleden van de algemene inspectiedienst en van de pedagogische adviseurs
<p>Onderwijs voor sociale promotie</p> <p>De volgende bekwaamheden ontwikkelen :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Bij leraars de ontwikkeling van de pedagogische bekwaamheid tot het uitvoeren van de algemene doelstellingen van het onderwijs voor sociale promotie bevorderen via de pedagogische coördinatie en de opleiding gedurende de loopbaan 2. Zijn inrichting op pedagogisch vlak organiseren met het oog op de verwerving van competenties in het kader van de pedagogische dossiers en de «kwalificatie- en opleidingsprofielen» 3. De opleiding gedurende de loopbaan van de leden van het onderwijzend personeel aanmoedigen, organiseren en exploiteren 4. Maatregelen inzake interne evaluatie nemen en uitvoeren om het beheersingsniveau dat door de leerlingen wordt bereikt en de kwaliteit van het leerproces te evalueren 5. Op leerkrachten een pedagogiek toepassen die eigen is aan de volwassenen (andragogie) 6. Het streven naar «kwaliteit» binnen de inrichting bevorderen voor een evaluatie van het hoger onderwijs in de zin van de wetgeving die in het onderwijs van kracht is 7. Remediëring op pedagogisch en structureel vlak organiseren 8. De werking van de studieraden organiseren 9. Democratische praktijken inzake verantwoordelijk burgerschap binnen de scholen invoeren 10. Sociale gemengdheid binnen de inrichting bevorderen <p>Wettelijke grondslagen (3) op grond waarvan de educatieve en pedagogische acties dienen te worden ontwikkeld :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Wet van 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving 2. Wet van 19 juli 1971 betreffende de algemene structuur, en de organisatie van het secundair onderwijs 3. Wet van 29 juni 1983 betreffende de leerplicht 	<p>Kunstsecundair onderwijs met beperkt leerplan</p> <p>De volgende bekwaamheden ontwikkelen :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Bij leraars de ontwikkeling van de pedagogische bekwaamheid tot het uitvoeren van de doelstellingen van het kunstsecundair onderwijs met beperkt leerplan bevorderen via de pedagogische coördinatie, het aanzetten tot persoonlijk onderzoek en de opleiding gedurende de loopbaan 2. Zijn inrichting op pedagogisch vlak organiseren met het oog op de verwerving van competenties in het kader van het decreet van 2 juni 1998 houdende organisatie van het secundair kunstsonderwijs met beperkt leerplan gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap voor de 4 door het decreet erkende domeinen 3. De opleiding gedurende de loopbaan van de leden van het onderwijzend en opvoedend personeel aanmoedigen, organiseren en exploiteren 4. Evaluatiepraktijken bepalen en uitoefenen op grond van de evaluatiecriteria vastgesteld in het huishoudelijk reglement van de studieraad betreffende de 4 referentiesystemen voor de basiscompetenties bepaald in het decreet van 2 juni 1998, om het beheersingsniveau dat door de leerlingen wordt bereikt en de kwaliteit van het leerproces te evalueren. 5. De werking van de studieraden, de klassenraad en de toelatingsraad organiseren <p>Wettelijke grondslagen (4) op grond waarvan de educatieve en pedagogische acties dienen te worden ontwikkeld :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Wet van 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving 2. Decreet van 2 juni 1998 houdende organisatie van het secundair kunstsonderwijs met beperkt leerplan gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap 3. Decreet van 15 maart 1999 betreffende de opleiding tijdens de loopbaan van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel en van het onderwijzend hulppersoneel van het kunstsecundair onderwijs met beperkt leerplan gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap

Onderwijs voor sociale promotie	Kunstsecundair onderwijs met beperkt leerplan
<p>4. Koninklijk besluit van 29 juni 1984 betreffende de organisatie van het secundair onderwijs</p> <p>5. Decreet van 3 juli 1991 betreffende het alternerend secundair onderwijs</p> <p>6. Decreet van 16 april 1991 houdende organisatie van het onderwijs voor sociale promotie</p> <p>7. Decreet van 24 juli 1997 dat de prioritaire taken bepaalt van het basisonderwijs en van het secundair onderwijs en de structuren organiseert die het mogelijk maken ze uit te voeren</p> <p>8. Decreet van 30 juni 1998 dat erop gericht is alle leerlingen gelijke kansen op sociale emancipatie te geven, inzonderheid door de invoering van maatregelen voor positieve discriminatie</p> <p>9. Decreet van 30 juni 1998 met betrekking tot de bijscholing van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel en het opvoedend hulppersoneel in het onderwijs voor sociale promotie</p> <p>10. Decreet van 2 februari 2007 tot vaststelling van het statuut van de directeurs</p> <p>11. Decreet van 8 maart 2007 betreffende de algemene inspectiedienst, de dienst voor pedagogische raadgeving en begeleiding van het door de Franse Gemeenschap georganiseerde onderwijs, de cellen voor pedagogische raadgeving en begeleiding van het door de Franse Gemeenschap gesubsidieerde onderwijs en betreffende het statuut van de personeelsleden van de algemene inspectiedienst en van de pedagogische adviseurs</p> <p>12. Decreet van 14 november 2002 tot oprichting van het Agentschap voor de evaluatie van de kwaliteit van het hoger onderwijs ingericht of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap</p> <p>13. Decreet van 22 oktober 2003 houdende instemming met het samenwerkingsakkoord betreffende de bekrachtiging van de bevoegdheden op het gebied van de voortgezette beroepsopleiding, gesloten tussen de Franse Gemeenschap, het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie</p>	<p>4. Decreet van 2 februari 2007 tot vaststelling van het statuut van de directeurs</p> <p>5. Decreet van 8 maart 2007 betreffende de algemene inspectiedienst, de dienst voor pedagogische raadgeving en begeleiding van het door de Franse Gemeenschap georganiseerde onderwijs, de cellen voor pedagogische raadgeving en begeleiding van het door de Franse Gemeenschap gesubsidieerde onderwijs en betreffende het statuut van de personeelsleden van de algemene inspectiedienst en van de pedagogische adviseurs</p> <p>6. Decreet van 17 mei 1999 betreffende het hoger kunstsonderwijs</p>

3. Inhoud

(Gewoon en gespecialiseerd) basisonderwijs	(Gewoon en gespecialiseerd) secundair onderwijs
<p>Het onderwijssysteem in de Franse Gemeenschap kennen :</p> <ul style="list-style-type: none"> — Algemene doelstellingen van het leerplichtonderwijs. — Opdrachten van de dienst voor sturing van het onderwijssysteem. — Algemene kennis van de organisatie van het (gewoon en gespecialiseerd) leerplichtonderwijs <p>Raamteksten</p> <ul style="list-style-type: none"> — Referentiesystemen voor de basiscompetenties 	<p>Het onderwijssysteem in de Franse Gemeenschap kennen :</p> <ul style="list-style-type: none"> — Algemene doelstellingen van het leerplichtonderwijs. — Opdrachten van de dienst voor sturing van het onderwijssysteem. — Algemene kennis van de organisatie van het (gewoon en gespecialiseerd) leerplichtonderwijs, hoger onderwijs en onderwijs voor sociale promotie <p>Raamteksten</p> <ul style="list-style-type: none"> — Referentiesystemen voor de basiscompetenties — Referentiesystemen voor de eindcompetenties — Referentiesystemen voor de opleidings- en kwalificatieprofielen, met inbegrip van de werking van de Gemeenschapscommissie voor de beroepen en de kwalificaties.

(Gewoon en gespecialiseerd) basisonderwijs	(Gewoon en gespecialiseerd) secundair onderwijs
<p>Algemene pedagogiek</p> <ul style="list-style-type: none"> — Vergelijkende beschrijving van de grote stromingen van de hedendaagse pedagogiek. — Gedifferentieerde pedagogiek — Opleidingsevaluatie en evaluatie met bekrachtiging door een bekwaamheidsbewijs <p>Processen om gelijke kansen inzake maatschappelijke emancipatie te waarborgen, om schoolherinschakeling te bevorderen en om geweld te voorkomen</p> <ul style="list-style-type: none"> — Positieve discriminatie. — Schoolbemiddeling. — Mobiele teams. — Bestrijding van verslaving. — Raden van leerlingenafgevaardigden. — Opdrachten van de PMS-centra. — Opdrachten van de dienst gezondheids promotie op school — Dienst voor schoolherinschakeling — Samenwerkingsverbanden met sociale netwerken (Dienst voor hulpverlening aan de jeugd, dienst voor gerechtelijke bescherming, OCMW, Waals agentschap voor de integratie van gehandicapte personen, diensten voor hulpverlening inzake integratie van jonge gehandicapten...) 	<p>Algemene pedagogiek</p> <ul style="list-style-type: none"> — Vergelijkende beschrijving van de grote stromingen van de hedendaagse pedagogiek. — Gedifferentieerde pedagogiek — Opleidingsevaluatie en evaluatie met bekrachtiging door een bekwaamheidsbewijs <p>Processen om gelijke kansen inzake maatschappelijke emancipatie te waarborgen, om schoolherinschakeling te bevorderen en om geweld te voorkomen</p> <ul style="list-style-type: none"> — Positieve discriminatie. — Schoolbemiddeling. — Mobiele teams. — Bestrijding van verslaving. — Raden van leerlingenafgevaardigden. — Opdrachten van de PMS-centra. — Opdrachten van de dienst gezondheids promotie op school — Dienst voor schoolherinschakeling — Samenwerkingsverbanden met sociale netwerken (Dienst voor hulpverlening aan de jeugd, dienst voor gerechtelijke bescherming, OCMW, Waals agentschap voor de integratie van gehandicapte personen, diensten voor hulpverlening inzake integratie van jonge gehandicapten...)

Onderwijs voor sociale promotie	Kunstsecundair onderwijs met beperkt leerplan
<p>Het onderwijssysteem in de Franse Gemeenschap kennen</p> <ul style="list-style-type: none"> — Algemene doelstellingen van het onderwijs voor sociale promotie. — Algemene kennis van de organisatie van het secundair onderwijs en van het hoger onderwijs <p>Raamteksten</p> <ul style="list-style-type: none"> — Referentiesystemen (pedagogische dossiers) voor de opleidings- en kwalificatieprofielen, met inbegrip van de werking van de Gemeeschapscommissie voor de beroepen en de kwalificaties. <p>Algemene pedagogiek</p> <ul style="list-style-type: none"> — Vergelijkende beschrijving van de grote stromingen van de hedendaagse pedagogiek. — Pedagogiek gericht op het beheer van de bekwaamheden van volwassenen — Gedifferentieerde pedagogiek — Opleidingsevaluatie en evaluatie met bekrachtiging door een bekwaamheidsbewijs — Pedagogisch beheer van een dossier (modulair onderwijs) <p>Processen om gelijke kansen inzake maatschappelijke emancipatie te waarborgen, om schoolherinschakeling te bevorderen en om geweld te voorkomen</p> <ul style="list-style-type: none"> — Positieve discriminatie. — Bestrijding van verslaving. 	<p>Het onderwijssysteem in de Franse Gemeenschap kennen</p> <ul style="list-style-type: none"> — Algemene doelstellingen van het kunstsecundair onderwijs met beperkt leerplan. — Algemene kennis van de organisatie van het kunstsecundair onderwijs met beperkt leerplan <p>Raamteksten</p> <ul style="list-style-type: none"> — Referentiesystemen voor de competenties die het kunstsecundair onderwijs met beperkt leerplan eigen zijn <p>Algemene pedagogiek</p> <ul style="list-style-type: none"> — Vergelijkende beschrijving van de grote stromingen van de hedendaagse kunstpedagogiek. — Opleidingsevaluatie en evaluatie met bekrachtiging door een bekwaamheidsbewijs — Collectieve en semi-collectieve cursussen — Bijzonderheden en nut van de pedagogiek per project voor elke leerling. — Kennis en ontwikkeling van een creativiteitspedagogiek. — Pedagogiek toegepast op kinderen, adolescenten en volwassenen.

Onderwijs voor sociale promotie	Kunstsecundair onderwijs met beperkt leerplan
<p>— Samenwerkingsverbanden met sociale netwerken (Dienst voor hulpverlening aan de jeugd, dienst voor gerechtelijke bescherming, OCMW, Waals agentschap voor de integratie van gehandicapte personen, diensten voor hulpverlening inzake integratie van jonge gehandicapten, Franstalige Brusselse Dienst voor gehandicapte personen...)</p> <p>— Betrekkingen met : gemeente, politie, OCMW, RVA, ACTIRIS, FOREM, BRUXELLES FORMATION, geïntegreerd stelsel inzake socio-professionele inschakeling...</p> <p>— samenwerkingsverbanden</p>	

4. Duur : 30 uren

Brussel, 26 september 2007.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap, :
De Minister-Presidente, belast met het Leerplichtonderwijs,
Mevr. M. ARENA
De Minister van Begroting, Ambtenarenzaken en Sport,
M. DAERDEN

—
Nota

- (1) Decreten en uitvoeringsbesluiten
- (2) Decreten en uitvoeringsbesluiten
- (3) Decreten en uitvoeringsbesluiten
- (4) Decreten en uitvoeringsbesluiten

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2007 — 4438

[2007/203307]

18 OCTOBRE 2007. — Arrêté du Gouvernement wallon décidant de faire réaliser une étude d'incidences sur l'avant-projet de révision du plan de secteur de Liège en vue de l'inscription d'une zone d'extraction sur le site dit "Boyau" et de la réaffectation en zone agricole d'une zone d'extraction sur le territoire de la commune d'Oupeye (Heure-le-Romain)

Le Gouvernement wallon,

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 juillet 2007 fixant la répartition des compétences entre les Ministres et réglant la signature des actes du Gouvernement;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 26 août 2004 portant règlement du fonctionnement du Gouvernement;

Vu le Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine, notamment les articles 42 et 46;

Vu l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 26 novembre 1987 établissant le plan de secteur de Liège;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 juin 2007 décidant la mise en révision du plan de secteur de Liège et adoptant l'avant-projet de révision de plan de secteur en vue de l'inscription d'une zone d'extraction sur le site dit "Boyau" et de la réaffectation en zone agricole d'une zone d'extraction sur le territoire de la commune d'Oupeye (Heure-le-Romain);

Considérant que, par ce même arrêté, le Gouvernement wallon a approuvé le projet de contenu de l'étude d'incidences à laquelle doit être soumis l'avant-projet ainsi modifié;

Considérant que les avis de la Commission régionale d'Aménagement du Territoire et du Conseil wallon de l'Environnement pour le Développement durable ont été sollicités en date du 6 août 2007 sur ce projet de contenu d'étude d'incidences;

Considérant que, dans son avis du 28 août 2007, le Conseil wallon de l'Environnement pour le Développement durable a estimé satisfaisants les éléments relatifs à l'ampleur et au degré de précision des informations que devra comporter l'étude d'incidences tels qu'ils lui ont été soumis;

Considérant que, dans son avis favorable du 24 août 2007, la Commission régionale d'Aménagement du Territoire s'interroge sur les conditions de valorisation de cette ressource rare qu'est la craie présente au nord d'Heure-le-Romain et émet des réserves quant à la compensation alternative en l'absence de cadre juridique défini; elle estime cependant que le contenu proposé pour l'étude d'incidences correspond au canevas général;